

Les vingt principes clés du socle européen des droits sociaux – Proposition BDF sur les nouvelles mesures stratégiques ou initiatives juridiques nécessaires à différents niveaux (UE, national, régional, local) et/ou à prendre des engagements concrets en tant qu'État membre, région, ville ou organisation en vue de mettre en œuvre le socle européen des droits sociaux

Préambule :

- a) les évaluations des politiques nationales devraient être aussi comporter un volet social et reposer sur la mise en œuvre effective des 20 critères**
- b) Le financement des projets nationaux par l'EC devrait être conditionné au respect des indicateurs sociaux retenus pour chaque pays**

1. L'éducation, la formation et l'apprentissage tout au long de la vie

- crèches et écoles inclusives : des moyens réels et suffisants pour former le personnel et rendre le bâti et les cours accessibles
- digitalisation accessible aux personnes et enfants pauvres
- les formations pour PH doivent être qualifiantes .

2. L'égalité entre les femmes et les hommes

- les femmes handicapées subissent une double discrimination dans des domaines essentiels tels la formation et l'emploi
- attention spécifique aux femmes handicapées issues de l'immigration

3. L'égalité des chances

- plan interfédéral handicap – indicateurs de suivi et moyens financiers
- attention particulière aux femmes et jeunes filles handicapées, victimes de double discrimination

4. Le soutien actif à l'emploi

- point d'attention : les PH sont éloignées du travail en partie parce que le marché n'en veut pas
- Instituer principe de la responsabilité sociétale des employeurs du secteur privé ; créer une labellisation « employeurs engagés »
- les Etats doivent montrer l'exemple en employant un minimum de PH dans la fonction publique
- AWARD emploi inclusif annuel (// award accessibilité des villes)

5. Un emploi sûr et adaptable

- de facto, les candidats travailleurs handicapés n'ont pas les mêmes chances que les travailleurs dits valides
- la directive 2000/78 doit être renforcée
- toute relation de travail (rémunéré ou gratuite) doit être soumise à couverture sociale minimale sur le court terme et long terme (pension)

6. Les salaires

- Des salaires minimum doivent être garantis pour toute forme de relation de travail et certainement pour le travail social

7. Des informations sur les conditions d'emploi et une protection en cas de licenciement

- RAS

8. Le dialogue social et la participation des travailleurs

- les Conseils d'entreprises doivent avoir une reconnaissance juridique similaire au Conseils d'administration : leur voix doit avoir même valeur pour la gestion quotidienne ou les réorientations économiques ou sociales de la société

9. L'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée

- Congés de répit et d'accompagnement à élargir
- les périodes d'accompagnement d'aidant proche doivent être valorisées sur le plan de la protection sociale

10. Un environnement de travail sain, sûr et bien adapté et la protection des données

- Augmenter degré d'exigences quant à l'accessibilité des bâtiments et des outils de travail
- Augmenter degré d'exigence des critères techniques de l'accessibilité des transports : les critères techniques pour le RAIL ne permettent pas

l'accessibilité des chemins de fer belge en toute autonomie. Cette dépendance à une aide extérieure augmente de facto les coûts des services publics

- renforcer la Directive European Accessibility Act et faire du critère de l'accessibilité un critère contraignant comme celui de la sécurité

Chapitre III. Protection et insertion sociales

11. Des services de garde d'enfants et d'aide aux enfants

- des services collectifs répondant aussi aux besoins des enfants handicapés et financièrement abordables pour les familles. Services également accessibles en période de crise sanitaire

12. La protection sociale

- les allocataires sociaux ont généralement une couverture sociale réduite et ne bénéficient pas des aides à la formation, emploi, etc (allocations = régime résiduaire)
- Les contrats d'apprentissage, bénévolats d'utilité collective doivent jouir d'une couverture sociale
- les aidants proches doivent recevoir une couverture sociale durant les périodes d'accompagnement + valorisation pour le pension
-

13. Les prestations de chômage

- les personnes handicapées qui veulent travailler doivent avoir accès à tous les programmes de formation
- les prestations de chômage doivent être accessibles aux travailleurs stagiaires, en formation...

14. Le revenu minimum

- les allocations pour PH doivent au moins atteindre le seuil de pauvreté. Les droits dérivés doivent toujours être maintenus pour les revenus les plus bas. Un règlement européen en ce sens est nécessaire

15. Les revenus et pensions de vieillesse

- Carrières incomplètes et pénibilité doivent être prises en compte pour les PH

16. Soins de santé

- les soins collectifs doivent être accessibles aux personnes handicapées
- les soins spécialisés pour PH doivent être financièrement abordables

17. L'inclusion des personnes handicapées

- Préalable : A l'échelle d'un pays, avoir une analyse correcte et complète des besoins des PH dans tous les domaines de la vie → la planification politique nécessite des données et stat
- les allocations pour PH au moins égale au seuil de pauvreté
- une activité professionnelle ne peut pénaliser la PH sur le plan de l'accès aux aides financières justifiées par le surcoût lié au handicap
- les transports et l'environnement bâti et digital doivent être accessibles aux personnes handicapées
- Une citoyenneté à part entière : suivi de la participation sociale : plus d'handistreaming, indicateur « handicap », approche interfédérale
- Promouvoir l'utilisation du langage facile à lire et à comprendre (FALC), la généralisation de la langue des signes et aussi recréer des guichets sociaux proactifs et compétents
- impliquer les PH dans les processus de décision qui les concernent au travers des conseils d'avis /organisations qui les représentent – donner les moyens financiers à ces structures de participer aux exercices de réflexion

18. Les soins de longue durée

- les PH ont un droit absolu à accéder aux soins réguliers et d'urgence. ces soins doivent être adaptés, de qualité et financièrement accessibles

19. Le Logement et l'aide aux sans-abri

- Toutes les nouvelles constructions ou rénovations de logements sociaux devraient être énergétiquement durables mais aussi accessibles ou adaptables aux personnes handicapées et personnes âgées
- tous les bâtiments pour sans-abris devraient être accessibles aux sans-abris handicapés
- la transition institutionnelle doit permettre aux personnes handicapées de poser un vrai choix dans le respect de leurs besoins et souhaits

20. L'accès aux services essentiels

- Toute personne handicapée a le droit d'accéder à des services essentiels de qualité, y compris l'eau, les services d'assainissement, l'énergie, les transports, les services financiers et les communications numériques. Tous ces services doivent être toujours financièrement abordables .
- Lutte contre le non take-up: réflexion sur les limites à l'utilisation des technologies numériques– assurer approche administrative proactive et plus grande proximité (outreach) des services de première ligne,
- attention spécifique aux personnes handicapées issues de l'immigration.